



Le 7 février 2019

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### **Les départements refusent un Grand Paris Express au rabais !**

Alors que dans les discours la Société du Grand Paris ne cesse de réaffirmer le besoin de concertation avec les collectivités, nous découvrons que la Société du Grand Paris a transmis au Premier Ministre un plan "d'optimisations" le 21 décembre 2018, sans avoir consulté les membres du Conseil de surveillance, ni les élus concernés.

C'est d'autant plus malvenu que le contenu de ce plan pose de très gros problèmes.

Il propose par exemple de relancer des enquêtes publiques sur des aspects fondamentaux des lignes 15 Est et 18 qui ne manqueront pas d'induire des retards très importants. La remise en cause de l'interopérabilité entre les lignes 15 Sud et 15 Est aurait un impact très lourd sur la qualité de l'exploitation de toute la ligne 15. Ce renoncement ne peut être opéré sans concertation avec les élus des territoires impactés. Il est nécessaire de mesurer les conséquences d'un tel recul pour les riverains, pour les deniers publics, pour l'ensemble des futurs usagers et de l'exploitation globale de la ligne. Le Conseil d'administration d'IDFM s'est d'ailleurs prononcé à l'unanimité contre cette remise en cause ce que la Société du Grand Paris semble ignorer.

Par ailleurs, il est proposé la suppression de tunneliers sur les lignes 15 Est, 17 et 18 avec un impact évident sur les calendriers. Des informations très inquiétantes sont également mentionnées sur la ligne 15 Ouest, avec de potentielles relances d'enquêtes publiques.

Lignes 15 Est, 15 Ouest, 17, 18 : toutes les lignes dont les chantiers ne sont pas encore engagés mais sont, de fait, menacées. Nous sommes inquiets des délais qui ne cessent de s'allonger et des coûts que l'on arrive pas à maîtriser, faute d'ingénierie suffisante au sein de la Société du Grand Paris.

Plusieurs des pistes d'optimisation proposées par la Société du Grand Paris, sans concertation avec les collectivités, sont totalement inacceptables.

Nous demandons à être reçus en urgence par le Premier Ministre. Nous n'accepterons pas un Grand Paris Express au rabais !



### **Contacts presse**

-Shauna GREW – Conseil départemental de l'Essonne / 06 77 01 89 92  
[sgrew@cd-essonne.fr](mailto:sgrew@cd-essonne.fr)

-Patrick HERVY – Conseil départemental du Val-de-Marne / 06 32 54 57 93  
[patrick.hervy@valdemarne.fr](mailto:patrick.hervy@valdemarne.fr)

-Muriel HOYAUX – Conseil départemental des Hauts-de-Seine / 06 66 58 77 35  
[mhoyaux@hauts-de-seine.fr](mailto:mhoyaux@hauts-de-seine.fr)

-Fabrice MADOUAS – Conseil départemental des Yvelines / 07 62 85 29 06  
[fmadouas@yvelines.fr](mailto:fmadouas@yvelines.fr)

- Luce MARGONTY – Conseil départemental de Seine-et-Marne / 06 72 84 70 49  
[luce.margonty@departement77.fr](mailto:luce.margonty@departement77.fr)

-Antoine DELANGRE-MARINI – Conseil départemental de Seine-Saint-Denis / 06 79 89 83 29  
[adelangremarini@seinesaintdenis.fr](mailto:adelangremarini@seinesaintdenis.fr)

-Guillaume TESSIER – Conseil départemental du Val d'Oise  
[guillaume.tessier@valdoise.fr](mailto:guillaume.tessier@valdoise.fr)